

# L'importance croissante du volet social : introduction aux aspects sociaux des enjeux ESG



## AVERTISSEMENT

Le présent document, préparé par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. CPA Canada et les auteurs déclinent toute responsabilité ou obligation pouvant découler, directement ou indirectement, de l'utilisation de ce document.

© 2021 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ni transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour toute question relative à cette autorisation, veuillez écrire à [permissions@cpacanada.ca](mailto:permissions@cpacanada.ca).

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>1. Que représente le « S » dans ESG?</b>	<b>2</b>
1.1 Le vaste univers des facteurs sociaux	2
Droits et participation des peuples autochtones	5
1.2 Pourquoi les facteurs sociaux prennent-ils de l'importance?	6
Attentes des parties prenantes	6
Vocation sociale	9
Principes, objectifs et déclarations	10
<b>2. Les défis, les possibilités et le rôle du CPA</b>	<b>11</b>
<b>3. La comptabilisation du capital social et humain par la fonction Finances</b>	<b>13</b>
<b>4. Situation actuelle de la communication d'informations</b>	<b>14</b>
4.1 Communication d'informations – lignes directrices et normes d'application volontaire	14
4.2 Communication d'informations réglementaires	16
Développements récents	17
4.3 Virage vers des normes internationales sur la durabilité	18
<b>5. Prochaines étapes</b>	<b>19</b>
5.1 Comment participer : CPA Canada aimerait connaître votre point de vue!	20
<b>6. Remerciements</b>	<b>20</b>
<b>7. Références</b>	<b>20</b>
7.1 Ressources de CPA Canada sur cpacanada.ca	22
7.2 Autres ressources	23

## Introduction

Les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont de plus en plus à l'ordre du jour dans les entreprises, les organismes publics et les organisations sans but lucratif du monde entier. Le volet « social » des enjeux ESG a commencé à prendre plus de place, dans un contexte où les collectivités de toute la planète subissent des inégalités et des injustices et où la pandémie de COVID-19 a entraîné des conséquences dévastatrices à l'échelle mondiale. Les parties prenantes s'attendent de plus en plus à ce que les entreprises assument la responsabilité des incidences de leurs activités sur la société; les questions sociales sont également prioritaires pour les organismes de réglementation et les administrations publiques. Les organisations doivent maintenant augmenter le degré de transparence et de reddition de compte relatif à leurs pratiques, aux répercussions de leurs activités et à leur performance sur le plan social.

Face à ces demandes croissantes de la part des parties prenantes et des organismes de réglementation, les Comptables professionnels agréés (CPA) peuvent saisir l'occasion qui leur est donnée de jouer un rôle essentiel : ils peuvent faciliter l'intégration des facteurs sociaux dans la stratégie de l'entreprise, dans la gestion des risques et de la performance, ainsi que dans la communication et la certification de l'information pertinente.

Les questions sociales sont multiples : droits de la personne, diversité, équité et inclusion, relations avec les peuples autochtones, santé publique et sécurité, protection de la vie privée, libertés, etc. Le présent document porte sur le volet social des enjeux ESG et vise à orienter les CPA et les autres professionnels des finances qui doivent gérer les facteurs sociaux complexes et divers ayant des répercussions sur les entreprises.

## 1. Que représente le « S » dans ESG?

### 1.1 Le vaste univers des facteurs sociaux

Le volet social des enjeux ESG comprend un ensemble divers de facteurs et présente des possibilités et des risques financiers importants qui peuvent avoir des conséquences sur les parties prenantes, les collectivités, les employés et, en fin de compte, la valeur d'une entreprise et les décisions prises par les investisseurs.

Les facteurs sociaux permettent d'étudier comment les entreprises gèrent les relations avec leurs employés, leurs fournisseurs, leurs clients et les collectivités où elles exercent leurs activités, comment elle soutient leur résilience et comment ces groupes influent sur leurs activités commerciales (CPA Canada et ACD, 2021). Cela dit, il ne s'agit pas seulement de la gestion de ces diverses relations, mais aussi des mesures adoptées pour régler les enjeux sociaux.

Il est également important de remarquer la manière dont le volet social interagit avec les autres facteurs ESG. Par exemple, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone peut provoquer des perturbations sociales, en particulier dans certains secteurs, villes et régions qui dépendent d'activités à intensité carbonique élevée.

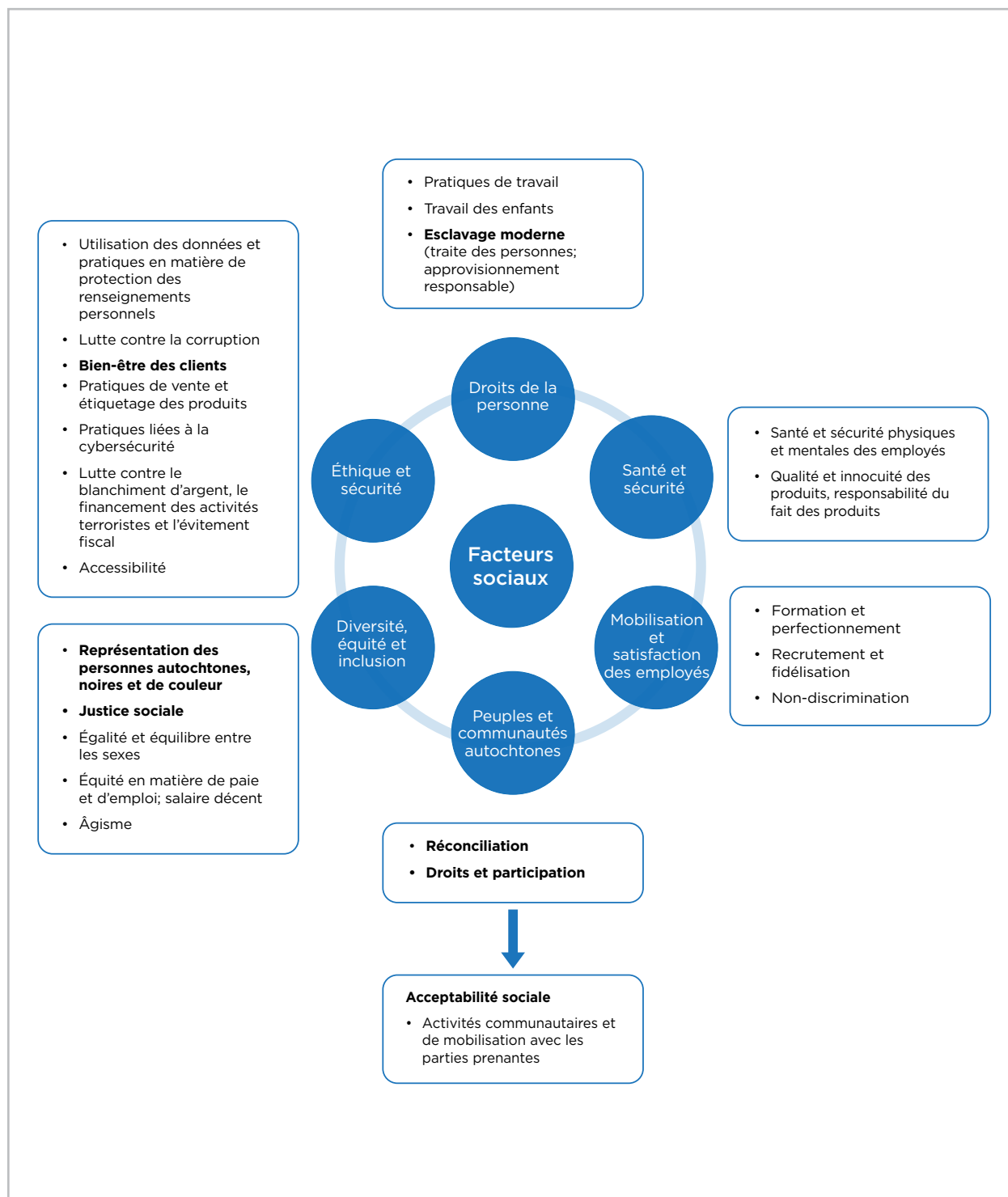
La **figure 1** ci-dessous présente des exemples de facteurs sociaux et inclut les domaines suivants :

- Droits de la personne
- Santé et sécurité
- Mobilisation et satisfaction des employés
- Peuples et communautés autochtones<sup>1</sup>
- Diversité, équité et inclusion
- Éthique et sécurité

On peut répartir ces facteurs sociaux en sous-domaines sociaux (c.-à-d. les facettes, les nuances et les enjeux qui constituent chacun de ces importants domaines). En outre, certains de ces facteurs peuvent aussi appartenir à d'autres catégories, par exemple, la gouvernance. Pour ce qui est du présent document, des définitions ont été fournies dans le **glossaire des termes clés** ci-après pour faciliter la compréhension et l'interprétation de certains facteurs sociaux de la **figure 1**.

1 Les peuples autochtones comprennent les trois groupes suivants : les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

FIGURE 1 : LE VASTE UNIVERS DES FACTEURS SOCIAUX



### Glossaire - Définition de certains termes clés de la figure 1

**Bien-être des clients :** Avantages que représente pour les clients le fait d'utiliser le bien ou le service fourni par l'entreprise.

**Représentation des personnes autochtones, noires et de couleur :** Représentation de ces personnes dans l'entreprise.

**Justice sociale :** Justice relative à la répartition de la richesse, aux possibilités offertes et aux privilèges au sein de la société.

**Réconciliation, droits et participation** (voir ci-dessous pour avoir d'autres renseignements) : Cette notion comprend deux composantes essentielles. Elle désigne d'abord l'établissement et le maintien d'une relation de respect mutuel entre les peuples autochtones et non autochtones en ce qui concerne la conscience du passé, la reconnaissance des torts causés, la réparation des causes et les mesures visant à modifier les comportements.

Elle implique ensuite de tenir des consultations significatives quand il existe des raisons de croire que certaines politiques ou actions risquent de compromettre de façon directe ou indirecte les intérêts, les droits ou les titres, réels ou revendiqués, des Autochtones.

**Acceptabilité sociale :** Acceptation et approbation de l'entreprise et de ses activités par les collectivités locales et les parties prenantes. L'acceptabilité sociale constitue le résultat de la gestion des facteurs sociaux par l'entreprise quand elle interagit avec la collectivité et ses parties prenantes.

Les principaux éléments de l'acceptabilité sociale sont la légitimité, la crédibilité et la confiance. Ce terme a été d'abord employé relativement à l'industrie minière en raison de l'importance plus élevée accordée par les parties prenantes et les collectivités au besoin de protection et de durabilité environnementales. Il est maintenant utilisé couramment pour désigner la responsabilité sociale d'une entreprise ou d'un autre organisme (Ethics Centre, 23 janvier 2018).

**Esclavage moderne :** Exploitation d'une personne faisant en sorte qu'elle ne peut pas quitter son emploi ni refuser de travailler en raison de menaces, de violence, de contraintes, de tromperie ou d'abus de pouvoir. Ce terme recouvre des pratiques telles que le travail forcé et la traite des personnes (Nations Unies).

## Droits et participation des peuples autochtones

### *Commission de vérité et réconciliation du Canada : appels à l'action*

Même si l'ensemble des questions sociales est vaste (comme on le voit à la **figure 1**), les enjeux autochtones, dont les droits et la participation des Autochtones, revêtent une importance unique dans le contexte canadien.

En 2015, dans le but de réparer les préjudices causés par les pensionnats et de favoriser la réconciliation au sein de la société canadienne, la [Commission de vérité et réconciliation du Canada](#) a lancé 94 appels à l'action, dont la recommandation 92, « Les entreprises et la réconciliation » (Commission de vérité et réconciliation du Canada, 2015).

« Nous demandons au secteur des entreprises du Canada d'adopter la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* en tant que cadre de réconciliation et d'appliquer les normes et les principes qui s'y rattachent dans le cadre des politiques organisationnelles et des principales activités opérationnelles touchant les peuples autochtones, leurs terres et leurs ressources; les mesures demandées comprennent, mais sans s'y limiter, les suivantes :

- i. s'engager à tenir des consultations significatives, établir des relations respectueuses et obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones avant de lancer des projets de développement économique;
- ii. veiller à ce que les peuples autochtones aient un accès équitable aux emplois, à la formation et aux possibilités de formation dans le secteur des entreprises et à ce que les collectivités autochtones retirent des avantages à long terme des projets de développement économique;
- iii. donner aux cadres supérieurs et aux employés de l'information sur l'histoire des peuples autochtones, y compris en ce qui touche l'histoire et les séquelles des pensionnats, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, les traités et les droits des Autochtones, le droit autochtone et les relations entre l'État et les Autochtones. À cet égard, il faudra, plus particulièrement, offrir une formation axée sur les compétences pour ce qui est de l'aptitude interculturelle, du règlement de différends, des droits de la personne et de la lutte contre le racisme. »

« Comme pour tout investissement pouvant avoir des répercussions sur des terres, des eaux, des territoires, des peuples ou des droits, les critères ESG ne réussiront que s'ils sont harmonisés avec les pratiques autochtones locales, respectueux de l'environnement, avantageux socialement, inclusifs du point de vue de la gouvernance et alignés sur le principe du "consentement libre, préalable et éclairé" décrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). » [TRADUCTION]

[Indigenous Sustainable Investment: Discussing Opportunities in ESG \[PDF\]](#)

(Coalition de grands projets des Premières Nations, 2021)



### **Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)**

Les 46 articles de la [Déclaration des Nations Unies](#) affirment le droit des peuples autochtones à vivre dans la dignité, à maintenir et à renforcer leurs propres institutions, cultures et traditions, et à réaliser leur développement autodéterminé en respectant leurs propres besoins et aspirations. La DNUDPA représente la réconciliation à l'œuvre et ne peut être appliquée sans un engagement ouvert et transparent.

Ces 46 articles sont également liés directement aux 17 objectifs de développement durable<sup>2</sup> (ODD) et à plus d'un tiers des 169 cibles ODD (Alliance 2030, 30 juin 2019). Pour suivre les principes du Programme 2030 pour le développement durable, il faudra éliminer les inégalités et collaborer avec les communautés autochtones.

### **Projet de loi C-15**

Cette [loi fédérale](#) au sujet de la DNUDPA a reçu la sanction royale le 21 juin 2021. Elle déclare que la DNUDPA « trouve application en droit canadien et offre un cadre pour que le gouvernement fédéral veille à ce que ses lois soient compatibles avec celle-ci ». Les organisations canadiennes doivent examiner soigneusement la façon dont les appels à l'action de la DNUDPA peuvent les éclairer et avoir des répercussions sur leurs activités, leurs politiques et leurs pratiques.

## **1.2 Pourquoi les facteurs sociaux prennent-ils de l'importance?**

En raison de l'accès à l'information en temps réel sur les médias sociaux, l'intérêt pour les questions sociales peut avoir des répercussions importantes sur la situation financière et la réputation d'une entreprise. Cette possibilité a été en partie mise en évidence par la pandémie de COVID-19, qui a fait ressortir davantage les inégalités au sein de notre société – particulièrement en ce qui concerne les femmes et les minorités ethniques.

De plus, nous avons été témoins de plusieurs événements, au Canada et ailleurs, qui ont mis en lumière des problèmes sociaux systémiques de première importance auxquels il faut s'attaquer. Un grand nombre d'entre eux, sinon la plupart, sont des enjeux qui existent depuis longtemps et sont profondément ancrés, par exemple, le racisme, les questions de diversité et d'inclusion, le traitement et les droits des peuples autochtones, les pratiques de travail abusives, ainsi que la santé et la sécurité au travail, qui ont eu des conséquences disproportionnées sur certains groupes démographiques.

### **Attentes des parties prenantes**

Les parties prenantes, notamment les investisseurs, les chefs d'entreprises, les employés, les clients, les gouvernements et la société civile, sont de plus en plus conscientes des enjeux sociaux et estiment que les entreprises doivent démontrer qu'elles prennent des mesures relatives à de nombreuses questions sociales. En n'apportant pas les changements nécessaires, les entreprises risquent de nuire à leur rendement financier, à leur valeur sur le marché et à l'opinion publique à leur égard.

2 Pour en savoir plus sur les ODD, allez à la section « Principes, objectifs et déclarations » ci-après.

« Plus votre entreprise pourra démontrer son utilité en offrant de la valeur à ses clients, à ses employés et aux collectivités où elle est implantée, plus vous serez en mesure de réussir et d'offrir des bénéfices durables à long terme à vos actionnaires. » [TRADUCTION]

[Larry Fink's 2021 Letter to CEOs](#)  
(BlackRock, 2021)

On parle souvent de **capitalisme des parties prenantes** pour décrire la promotion d'une économie servant les intérêts de tous. Dans le cadre du capitalisme des parties prenantes, les entreprises cherchent à créer de la valeur à long terme en tenant compte des besoins de tous les intervenants (clients, employés, partenaires, collectivité, etc.) et de la société en général (Schwab, K. et Vanham, P., 22 janvier 2021).

Pour les entreprises se réclamant du capitalisme des parties prenantes, l'objectif ultime consiste à redéfinir leur modèle

d'affaires afin d'y intégrer les risques et les possibilités liés aux facteurs ESG dans tous les aspects des activités. Cela nécessite de nouvelles approches de gestion ainsi que des normes, méthodes et outils différents visant à présenter la performance d'une façon globale et intégrée.

À mesure que les attentes des parties prenantes augmentent, la pression s'accroît pour que les entreprises les informent sur leur performance en matière d'enjeux sociaux. Les parties prenantes exigent une transparence et une reddition de compte qui vont au-delà de l'information financière traditionnelle. Les questions sociales comptent maintenant beaucoup pour les investisseurs et constituent un point important pour les parties prenantes des entreprises et la société en général (Neilan et Fitzpatrick, 28 juin 2020).

« L'aspect social des enjeux ESG peut être le plus difficile à évaluer pour les investisseurs. Contrairement aux facteurs liés à l'environnement et à la gouvernance, qui sont plus facilement définis, ont un historique établi de données du marché et sont souvent accompagnés d'une législation exigeante, les questions sociales sont moins concrètes et s'appuient sur des données moins définies pour démontrer de quelle façon elles peuvent avoir des répercussions sur la performance d'une entreprise. Mais des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail et l'égalité des sexes – ainsi que les risques et les possibilités qu'ils représentent pour les investisseurs – commencent à prendre de l'importance. » [TRADUCTION]

[ESG Integration: How are Social Issues Influencing Investment Decisions?](#)  
(Nations Unies, Principes pour l'investissement responsable)

Stimulés par la communauté des investisseurs et les groupes plus vastes de parties prenantes, les marchés financiers et les gestionnaires d'actifs mondiaux ont commencé à tenir compte de paramètres sociaux dans leurs décisions d'investissement et de prêt.

**Finance durable** est le terme utilisé pour désigner les flux de capitaux (tels qu'ils se reflètent dans les prêts et les investissements), la gestion des risques (p. ex., l'assurance et l'évaluation des risques) et les processus financiers (dont la communication d'informations, l'évaluation et la supervision) qui intègrent ces paramètres comme moyen de promouvoir une croissance économique durable et la stabilité à long terme du système (ministère de l'Environnement et du Changement climatique, Groupe d'experts, 2019).

Sous-ensemble de la finance durable, l'**investissement responsable** se produit quand les investisseurs suivent des stratégies qui créent des avantages environnementaux ou sociaux en plus de rendements élevés de l'investissement (Rodeck, Schmidt, 26 octobre 2021). L'investissement responsable vise à faire progresser certaines causes environnementales ou sociales en particulier et à générer des effets et des résultats favorables. Il existe divers instruments qui permettent aux entreprises de faire le lien entre leur performance relative aux questions sociales et le financement. En voici quelques exemples :

- Les **obligations sociales** permettent de recueillir des fonds pour des projets sociaux conçus dans le but de réaliser des avantages plus importants sur le plan social. Les projets sociaux portent sur des problèmes de société précis qui menacent, gênent ou mettent en danger le bien-être de la société ou d'un groupe de la population en particulier.
- Les **obligations liées à la durabilité** présentent des caractéristiques financières ou structurelles spécifiques qui sont en lien avec l'objectif de durabilité de l'émetteur. Le succès ou l'échec de l'atteinte d'objectifs de durabilité précis peut accroître ou diminuer les coûts d'emprunt.

### CPA Canada – Matière à réflexion

Le **socioblanchiment** est un domaine de risque croissant pour les entreprises qui exagèrent, falsifient ou dénaturent les répercussions d'un investissement ou d'un engagement social ou qui essaient d'apparaître comme plus responsables socialement qu'elles ne le sont en réalité.

Pour éviter le socioblanchiment, les entreprises doivent s'entendre sur le volet social, ainsi que sur les engagements et les paramètres permettant de mesurer et de faire connaître les initiatives et les facteurs sociaux.

['Social Washing' a Growing Headache for ESG Investors](#) (Marsh, 9 avril 2021)

### Vocation sociale

Le phénomène des entreprises à vocation sociale est en croissance (Strandberg, C.). En allant plus loin que la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) pour obtenir du succès à long terme, les entreprises à vocation sociale :

- se fixent des objectifs au-delà de leurs activités actuelles et de l'avenir prévisible;
- agissent en fonction des possibilités et des risques environnementaux, sociaux et économiques;
- tirent parti des actifs, des ressources, des personnes, des capitaux, des influences, des relations et de leur envergure pour accélérer la croissance commerciale et sociale positive.

De même, une **entreprise durable** produit des rendements financiers à court et à long terme d'une manière qui génère une valeur positive pour la société et l'environnement, fonctionne dans les limites de contraintes environnementales et contribue à la résilience continue des systèmes environnementaux et sociaux (CPA Canada et ACD, 2021).

#### Qu'est-ce qu'une entreprise à vocation sociale?

« La raison d'être d'une entreprise à vocation sociale est la création d'un monde meilleur. C'est un moteur pour le bien qui produit des avantages sur le plan social par le fait même de mener ses activités. Sa croissance est une force positive dans la société. »

[TRADUCTION]

[What Is a Social Purpose? \[PDF\]](#)  
(United Way Social Purpose Institute)

L'intérêt pour les questions sociales continuant à croître et à évoluer, c'est l'occasion idéale pour les entreprises canadiennes d'augmenter leur compétitivité en intégrant la gestion des enjeux sociaux à leur stratégie et à leurs processus. Une société prospère et une économie concurrentielle à l'échelle mondiale doivent être fondées sur l'inclusivité et sur des modèles et des cadres d'affaires repensés dont l'objectif consiste clairement à obtenir des résultats positifs sur les plans social et économique.

### Principes, objectifs et déclarations

Les Nations Unies fournissent divers principes, objectifs et déclarations en matière d'enjeux sociaux, par exemple, les [objectifs de développement durable \(ODD\)](#). Les 17 ODD et leurs 169 cibles spécifiques sont des objectifs ambitieux à réaliser d'ici 2030. Ce sont des objectifs non contraignants pour les gouvernements et les entreprises, mais qui visent à réaliser un plan d'action dans cinq domaines :

- les personnes
- la planète
- la prospérité
- la paix
- le partenariat

Les entreprises qui s'engagent envers les ODD doivent absolument intégrer des objectifs pertinents à leur stratégie et à leurs activités, se fixer des cibles ambitieuses, ainsi que mesurer et gérer les répercussions et leur contribution de manière transparente. Elles peuvent contribuer au développement durable de diverses façons (Sengupta, 12 janvier 2021) :

- se soucier du bien-être et de la santé de leurs employés (objectif 3);
- connaître les conditions dans lesquelles leur chaîne d'approvisionnement fonctionne (objectifs 8 et 12);
- être conscientes des mesures qui réduisent leur empreinte carbone (objectif 13);
- payer leur personnel équitablement sans faire de différence entre les sexes (objectifs 5 et 8).

Le [Pacte mondial des Nations Unies](#) (PMNU) fournit des ressources et des outils pour aider les entreprises à mettre en œuvre les ODD et à les faire progresser. Selon le PMNU, la durabilité commence par une approche des affaires fondée sur des principes. Ceux-ci, [les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies](#), peuvent être intégrés à la stratégie, aux politiques et aux procédures de l'entreprise afin d'y établir une culture d'intégrité, de faire en sorte que l'entreprise assume ses responsabilités fondamentales dans le domaine des droits de la personne, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, et ouvre la voie vers le succès à long terme.

## 2. Les défis, les possibilités et le rôle du CPA

Tandis que l'attention accordée aux questions sociales s'accroît, les entreprises doivent faire évoluer leurs pratiques d'affaires et de présentation de l'information financière pour répondre à la demande croissante de mesures concrètes et de transparence. Elles ont la possibilité de faire des progrès importants en matière d'enjeux sociaux, à la fois à l'intérieur de l'organisation et dans les collectivités où elles exercent leurs activités.

Pour établir de bonnes pratiques sociales, les entreprises devront répondre aux questions clés suivantes :

- Quels enjeux sociaux sont les plus importants pour l'entreprise, les investisseurs et les autres groupes de parties prenantes (p. ex., les collectivités locales où l'entreprise est implantée, les chaînes d'approvisionnement mondiales)?
- L'entreprise connaît-elle les possibilités, les incertitudes et les risques liés aux questions sociales dans ses marchés, et peut-elle modifier son modèle d'affaires pour y répondre?
- De quelle manière le modèle d'affaires de l'entreprise contribue-t-il aux résultats positifs ou négatifs pour ses clients et les collectivités où elle est présente?
- Comment la performance en matière d'enjeux sociaux a-t-elle des répercussions sur les résultats financiers de l'entreprise et son accès aux capitaux?
- Où se situe l'entreprise pour ce qui est des facteurs sociaux clés et quels sont les objectifs qui lui permettront d'obtenir des résultats importants du point de vue social?

« La gestion efficace de ces enjeux peut procurer divers atouts, dont voici quelques exemples : une meilleure gestion des risques; une plus grande résilience; la réduction des coûts et l'augmentation des flux de rentrées grâce à des produits innovants; un avantage pour le recrutement, le maintien en poste et la motivation des employés; l'optimisation de la réputation de la marque et la fidélisation des clients. »

[Informations à fournir sur les questions environnementales et sociales : guide d'introduction](#) (CPA Canada, 2020)

Voici certaines possibilités intéressantes dont les entreprises peuvent tirer parti quand elles mettent l'accent sur les questions sociales :

- attirer et retenir des employés très compétents et des partenaires qui partagent les mêmes valeurs;
- être proactives pour faire connaître leur situation et leurs initiatives dans des domaines sociaux clés, plutôt que se contenter de simplement répondre aux demandes du public;
- contribuer de manière significative à des enjeux sociaux importants et au développement durable à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation;

- présenter de l'information cohérente, comparable et vérifiable sur la durabilité qui permettra aux fournisseurs de capital financier de prendre des décisions;
- inclure l'information sur les enjeux sociaux dans la communication de l'information financière afin de donner une perspective intégrée de la valeur de l'entreprise.

Les CPA ont une occasion unique d'éclairer et d'influencer la prise de décision en guidant les entreprises dans la gestion des questions sociales. Étant donné que les comptables professionnels jouent un rôle significatif dans la gouvernance, la gestion des risques et le contrôle, ainsi que dans l'analyse d'affaires et l'aide à la décision, ils peuvent aider les entreprises à répondre aux objectifs suivants :

- décider quels enjeux sociaux comptent pour l'entreprise et quelles données doivent être présentées sur ces questions; il faut aussi déterminer l'importance des facteurs sociaux à des fins réglementaires et établir des paramètres à des fins de mesure;
- aligner les activités de l'entreprise sur les objectifs sociaux, faire une analyse comparative de l'information présentée et des indicateurs clés de performance par rapport aux autres entreprises du secteur d'activité, au Canada comme à l'étranger;
- effectuer la planification stratégique et l'établissement du budget, et fournir l'information externe sur les initiatives sociales;
- évaluer la performance en matière d'enjeux sociaux dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (KPMG, décembre 2020);
- gérer les diverses demandes d'informations d'application volontaire de la part des investisseurs et des autres parties prenantes, ce qui demande de déterminer quels cadres de référence utiliser à cette fin;
- établir les processus, les politiques, les systèmes de collecte de données et les contrôles internes appropriés pour recueillir et présenter des données sociales significatives, complètes, exactes et opportunes et, surtout, mesurer les répercussions de ces facteurs sociaux;
- fournir des informations cohérentes, comparables et fiables sur les marchés financiers;
- jouer un rôle important à l'échelle mondiale pour faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici 2030<sup>3</sup>.

« Les attentes des investisseurs, des employés et des consommateurs ayant changé, les entreprises de toutes tailles doivent tenir compte de plus en plus des risques sociaux – les risques importants relatifs aux tendances sociales majeures –, ce qui pousse la durabilité encore davantage dans l'orbite du service des finances. »

[TRADUCTION]

[CPAs and the New Social Contract - The Rise of the Warrior Accountant \[PDF\]](#) (CPA Ontario, 2021)

3 Pour en savoir plus sur les ODD et le rôle du comptable professionnel, reportez-vous à la publication de l'International Federation of Accountants (IFAC) (reproduite par CPA Canada), *The 2030 Agenda for Sustainable Development: A Snapshot of the Accountancy Profession's Contribution*.

### 3. La comptabilisation du capital social et humain par la fonction Finances

[La Section canadienne du projet Association pour la comptabilité durable \(ACD ou A4S\) du Réseau de leadership des chefs des finances](#) collabore avec les chefs des finances du pays et leurs équipes pour intégrer les questions économiques, environnementales et sociales à la stratégie, aux processus et à la prise de décision d'affaires.

Pour démontrer à quel point les activités de la Section avaient des répercussions sur la société et l'environnement, et quelles étaient les mesures prises, les organisations de la Section canadienne ont fourni des indications à suivre dans [A4S Essential Guide to Social and Human Capital Accounting](#) du projet Association pour la comptabilité durable.

Les [exemples](#) suivants décrivent la façon dont les équipes et les professionnels des finances peuvent tenir compte du capital social et humain pour prendre des décisions d'affaires plus éclairées et faire le lien entre ce capital et les objectifs de leur entreprise visant à établir des modèles d'affaires résilients et durables :

- [Brookfield Asset Management](#) a évalué la juste valeur marchande de son actif le plus précieux : son personnel.
- Convaincu que l'efficacité d'une organisation est tributaire de la bonne santé mentale de ses employés, le [Groupe Co-operators](#) a mis en œuvre un projet interne sur la santé mentale.
- La [Société Financière Manuvie](#) a défini et mesuré la valeur de son capital humain parce que l'information d'entreprise traditionnelle mettait seulement l'accent sur les facteurs financiers et opérationnels.
- La [Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail de l'Ontario](#) (WSIB) a souligné la valeur apportée par ses employés en investissant dans une stratégie de santé mentale.

**CAPITAL HUMAIN :** Connaissances, compétences et qualités du personnel et d'autres intervenants d'une entreprise dans l'ensemble de la chaîne de valeur.

**CAPITAL SOCIAL :** Valeur ajoutée à la société par les produits, les services et les activités d'une entreprise, ainsi que par les relations à l'intérieur de l'entreprise et entre les collectivités, les groupes de parties prenantes et d'autres réseaux. [TRADUCTION]

[A4S Essential Guide to Social and Human Capital Accounting \[PDF\]](#)  
(CPA Canada)

Aux indications du projet Association pour la comptabilité durable s'ajoute le [Social and Human Capital Protocol, de Capital Coalition](#), cadre de référence pouvant servir aux entreprises pour mesurer et évaluer les répercussions et les dépendances relativement aux personnes et à la société. Ce protocole permet une prise de décision efficace et la communication de l'ensemble de la valeur que les entreprises génèrent pour la société.



Bien que le but de la comptabilisation du capital social et humain soit d'encourager la détermination, la mesure et l'évaluation complètes de ce capital, il est également important de reconnaître les défis que représente l'évaluation de ces ressources dans le bilan de l'entreprise.

Par exemple, comment représenter dans le bilan la valeur d'un personnel exceptionnellement mobilisé? Quelle est l'autre partie de l'écriture? Contrairement à la comptabilisation traditionnelle, ces ressources ne sont pas fondées sur des opérations ou ancrées financièrement dans une ou plusieurs transactions économiques distinctes et identifiables; leur valeur ne peut pas changer après la transaction initiale, comme c'est le cas pour les prêts, les placements et divers passifs.

Une fois que l'entreprise a réussi à relever le défi que représentent la mesure et l'évaluation de ce capital, elle aura la possibilité non négligeable d'utiliser ces données pour créer de la valeur à long terme et répondre aux besoins des parties prenantes.

## 4. Situation actuelle de la communication d'informations

Les pratiques relatives à la communication d'informations sur les enjeux ESG sont très diverses en ce qui concerne le type d'informations qui sont présentées : dépôts réglementaires de documents, rapports d'entreprise sur la durabilité, autres informations fournies sur le site Web de l'entreprise, etc.

Il n'existe pas encore d'ensemble unique de normes d'information sur la durabilité universelles. Pour le moment, plusieurs organismes ont produit des lignes directrices, normes et cadres de référence d'application volontaire en matière d'ESG, et le travail se poursuit en vue d'une harmonisation. Aussi l'International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation a-t-elle entrepris d'élaborer un ensemble de normes internationales d'information sur la durabilité afin de répondre aux besoins d'information des investisseurs (voir la **section 4.3**). Dans de nombreux pays, on exige maintenant la communication d'informations importantes sur les enjeux ESG.

Si on établit des exigences au sujet des facteurs ESG sans bien saisir l'importance stratégique des facteurs sociaux pour les modèles d'affaires et la performance organisationnelle, le travail de présentation d'informations sera plus difficile et ces données ne seront pas bien intégrées aux pratiques et aux priorités générales de l'entreprise.

### 4.1 Communication d'informations - lignes directrices et normes d'application volontaire

Quand elles présentent les informations relatives aux facteurs sociaux, les entreprises font souvent référence à plusieurs normes et cadres disponibles d'application volontaire. Selon un sondage mondial sur la durabilité mené par KPMG en 2020 (KPMG, décembre 2020), ce sont les normes de la Global Reporting Initiative (GRI) qui sont utilisées le plus

couramment, ainsi que les normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB)<sup>4</sup> et les normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour la communication d'informations sur la durabilité.

Selon les besoins et les parties prenantes de l'entreprise, celle-ci peut décider d'utiliser un ou plusieurs ensembles de normes indiqués ci-dessus. Mais il est difficile de choisir un cadre de référence qui réponde aux demandes des différentes parties prenantes. La variété des cadres suscite aussi des problèmes d'uniformité et de comparaison entre les entreprises et les secteurs d'activité.

L'encadré ci-dessous contient un résumé des normes d'application volontaire utilisées couramment.

### **Normes et cadres d'application volontaire qui incluent les facteurs sociaux**

#### **Global Reporting Initiative (GRI)**

La dimension sociale décrite par la série de normes [GRI 400](#) offre des paramètres convenant à divers types d'utilisateurs. La GRI a publié récemment un ensemble révisé de normes universelles pour la présentation d'informations sur la durabilité, qui vise à offrir plus de transparence dans l'information communiquée par les entreprises au sujet des répercussions sur l'économie, l'environnement et les personnes, notamment les effets sur les droits de la personne.

#### **Value Reporting Foundation**

- Les [normes du Sustainability Accounting Standards Board \(SASB\)](#) relatives au capital humain et au capital social fournissent des paramètres par secteur d'activité à l'intention des investisseurs. La [Grille d'importance relative du SASB](#) est un outil interactif qui identifie et compare les informations à fournir dans différents secteurs d'activité.
- Le [Cadre de référence portant sur le reporting intégré \(<IR> Framework\) de l'International Integrated Reporting Council \(IIRC\)](#) établit des lignes directrices pour un ensemble de types de capital, dont le capital humain et le capital social et relationnel.

#### **Lignes directrices de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur la responsabilité sociale**

La série [ISO 26000](#) donne des lignes directrices sur la responsabilité sociale des organisations du secteur public et du secteur privé.

Pour en savoir plus sur les cadres et les normes de communication d'informations sur la durabilité, reportez-vous à [l'Alerte certification en durabilité de CPA Canada](#).

4 Le SASB et le [Cadre de référence portant sur le reporting intégré \(<IR> Framework\) de l'International Integrated Reporting Council \(IIRC\)](#) ont fusionné pour créer la Value Reporting Foundation en juin 2021. La Value Reporting Foundation sera regroupée avec l'IFRS Foundation d'ici juin 2022.

## 4.2 Communication d'informations réglementaires

Même si nous avons parlé des cadres d'application volontaire, il est important de se rappeler les exigences réglementaires existantes en matière de conformité et d'informations à fournir pour un émetteur assujéti canadien (émetteur).

Voici des exemples d'exigences d'informations à fournir sur les enjeux sociaux en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières :

- si l'émetteur a mis en œuvre des politiques sociales qui sont fondamentales pour ses activités, comme des politiques régissant ses relations avec les collectivités où elle est présente ou des politiques en matière de droits de la personne, elle doit décrire ces politiques et les mesures prises pour les mettre en œuvre dans sa *Notice annuelle*<sup>5</sup>;
- sous réserve de certaines exceptions, les émetteurs inscrits à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et certains autres émetteurs non émergents sont tenus de communiquer tous les ans des informations sur la représentation féminine au conseil d'administration et à la haute direction.

### Définition de l'importance relative - lois canadiennes sur les valeurs mobilières

Aux fins de [la notice annuelle et du rapport de gestion], l'information est probablement importante lorsque la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de l'émetteur serait différente si l'information était passée sous silence ou formulée de façon incorrecte. La législation en valeurs mobilières prévoit un critère d'appréciation de l'importance relative qui est différent dans certains autres contextes.

[Avis 51-358 du personnel des ACVM, Information sur les risques liés au changement climatique](#) (Autorités canadiennes en valeurs mobilières, 1<sup>er</sup> août 2019)

Outre les exemples d'exigences explicites de communication d'informations sur les enjeux sociaux en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières fournis ci-dessus, d'autres exigences générales portent sur la communication d'informations relatives à des questions sociales importantes. Par exemple :

- communication, dans le rapport de gestion, des engagements, événements, risques ou incertitudes connus dont il est raisonnable de croire qu'ils auront une incidence importante sur la performance future<sup>6</sup>;
- communication, dans la notice annuelle, des facteurs de risque importants relatifs à l'entreprise et à ses activités<sup>7</sup>.

5 Rubrique 5.1(4) de l'Annexe 51-102A2, *Notice annuelle*.

6 Rubrique 1.4 de l'Annexe 51-102A1, *Rapport de gestion*.

7 Rubrique 5.2 de l'Annexe 51-102A2, *Notice annuelle*.

Les questions sociales peuvent être présentées dans le cadre d'un vaste ensemble de risques, comme les risques de poursuite, les risques liés à la réglementation et les risques d'atteinte à la réputation. Voici certains exemples qui montrent que les enjeux sociaux peuvent entraîner des risques importants dans ces domaines (Institut Fasken, 20 juillet 2020) :

- **risque de poursuite** : découle des pratiques d'une entreprise allant à l'encontre des droits de la personne, comme le travail des enfants ou des conditions de travail inhumaines;
- **risque lié à la réglementation** : découle de la violation de lois nationales ou internationales relatives à la corruption d'agents publics étrangers;
- **risque d'atteinte à la réputation** : découle de conflits avec des collectivités locales où l'entreprise exerce ses activités.

### Développements récents

Les exigences législatives et réglementaires en matière de communication d'informations liées aux enjeux sociaux ont augmenté au cours de la dernière année. Des développements réglementaires internationaux récents indiquent que les organismes de réglementation souhaitent s'assurer que les exigences réglementaires suivent la demande croissante à cet égard. Voici quelques exemples au Canada :

- Le projet de loi C-25, intitulé *Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA), la Loi canadienne sur les coopératives, la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et la Loi sur la concurrence*, a été sanctionné. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le projet de loi C-25 exige que les sociétés régies par la LCSA communiquent des renseignements sur la représentation des femmes, des Autochtones, des personnes handicapées et des membres de minorités visibles au sein de leur conseil d'administration et de leur équipe de la haute direction.

### Entreprises cotées en bourse à la fois au Canada et aux États-Unis

Étant donné que de nombreuses entreprises canadiennes sont également cotées en bourse aux États-Unis, il est important de connaître les derniers développements dans ce pays.

En août 2020, la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a modifié l'article 101(c) du Règlement S-K dans le but d'y ajouter l'exigence, pour les entreprises soumises à sa réglementation, de décrire leurs ressources en capital humain en indiquant les paramètres ou les objectifs liés au capital humain sur lesquels elles mettent l'accent dans le cadre de la gestion de l'entreprise, dans la mesure où cette information serait importante pour la connaissance de l'entreprise dans son ensemble.

- En mai 2021, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont annoncé qu'elles entendaient mener davantage d'études ainsi que des consultations supplémentaires auprès des émetteurs, des investisseurs et d'autres intervenants du secteur au sujet de la promotion d'une plus grande diversité au sein des conseils d'administration et dans les postes de haute direction. Elles ont fait savoir que « ces travaux permettront de mesurer toute évolution des besoins des investisseurs canadiens en matière d'information ainsi que des pratiques des sociétés ouvertes en matière de gouvernance depuis l'adoption des obligations d'information sur la représentation féminine au sein des conseils d'administration et aux postes de haute direction par la plupart des membres des ACVM » (Autorités canadiennes en valeurs mobilières, 19 mai 2021). Les consultations contribueront à l'élaboration de nouvelles politiques dans ce domaine.

### 4.3 Virage vers des normes internationales sur la durabilité

« À l'heure actuelle, il existe en matière d'information sur la durabilité plusieurs référentiels différents et une grande variabilité des approches. Or, le monde des affaires est parvenu à un point où une solution commune s'avère nécessaire. Un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité réduira la complexité observée actuellement et permettra d'uniformiser les règles du jeu grâce à l'élaboration d'un référentiel mondial de haute qualité. Il est important de noter que ce projet bénéficie d'un fort appui des autorités de réglementation des valeurs mobilières à travers le monde. »

**CPA Canada préconise un appui national concerté à l'établissement d'un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité**  
(Groupe CNW / CPA Canada, 2021)

Bien que plusieurs organismes travaillent actuellement à la production de référentiels et de recommandations sur l'information relative à la durabilité, aucun ensemble de normes n'a réussi à s'imposer à l'échelle mondiale. Il y a des interrogations au sujet de l'uniformité, de la comparabilité et de la pertinence d'une telle information. À la fin de 2020, l'IFRS Foundation a publié un document de consultation sur l'information relative à la durabilité et sur la pertinence d'établir un ensemble de normes internationales pour les entreprises.

Les réponses obtenues ont confirmé une demande croissante et urgente d'un référentiel mondial unique. En mars 2021, l'IFRS Foundation a confirmé son intention de créer un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board - ISSB), qui aura l'orientation stratégique suivante :

- se concentrer sur les informations qui sont significatives pour les investisseurs, les prêteurs et les autres créanciers;
- se concentrer d'abord sur les questions relatives aux changements climatiques, tout en cherchant à répondre aux besoins d'information des investisseurs sur d'autres questions liées à la durabilité;
- s'appuyer sur les travaux reconnus du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) et sur les nombreux cadres et normes liés à la durabilité;
- collaborer avec d'importants normalisateurs afin de fournir une base de référence pour la présentation d'informations uniformes et comparables à l'échelle mondiale concernant la durabilité.

En novembre 2021, les administrateurs de l'IFRS Foundation ont annoncé la création d'un nouveau conseil de normalisation – l'ISSB – et la publication d'une version préalable, en 2022, de normes internationales d'information [relative aux changements climatiques](#).

L'[IFRS Foundation réalisera la fusion](#) du Climate Disclosure Standards Board (CDSB, une initiative du CDP) et de la Value Reporting Foundation (VRF, qui inclut le référentiel d'information intégrée et les normes du SASB).

#### **CPA Canada - Matière à réflexion**

La tendance se poursuit vers une normalisation mondiale de la communication d'informations, ce qui donne à l'IFRS Foundation l'occasion d'assurer une certaine uniformité dans la description des facteurs sociaux et la présentation de l'information à cet égard, en définissant clairement les termes et en fournissant des paramètres de mesure et de communication qui seront utiles aux entreprises.

## **5. Prochaines étapes**

Il est difficile de comprendre les différents aspects du volet social des questions ESG parce que c'est un domaine complexe qui comprend de nombreux enjeux multidimensionnels. Dans le contexte où l'intérêt envers les facteurs ESG croît sans cesse, CPA Canada continuera à examiner ce domaine et à mener d'autres études à ce sujet. Celles-ci pourront inclure des recherches sur certaines questions sociales en particulier, sur des indicateurs clés de performance, ainsi que sur des outils et des approches d'évaluation des répercussions, afin de faciliter la prise de décision éclairée, ce qui contribuera au succès et à la durabilité à long terme des entreprises et à de meilleures conséquences pour la société.

## 5.1 Comment participer : CPA Canada aimerait connaître votre point de vue!

Est-ce que vous participez activement à la gestion, à l'évaluation et à la communication d'informations liées aux facteurs sociaux? CPA Canada poursuit ses recherches dans ce domaine et vous invite à communiquer avec la personne ci-dessous si vous souhaitez y prendre part :

### **Oujala Motala, CPA, CA**

Directrice de projets, Durabilité et problèmes nouveaux

CPA Canada

[omotala@cpacanada.ca](mailto:omotala@cpacanada.ca)

## 6. Remerciements

CPA Canada tient à souligner l'importante contribution de Sandip Lalli, FCPA, IAS.A, à l'élaboration de ce document.

## 7. Références

Alliance 2030 (11 juin 2019). [UNDRIP and the SDGs: There's no sustainable future without Indigenous rights](#)

Association pour la comptabilité durable (ACD) (25 mai 2017). [A4S Essential Guide Series: Social and Human Capital Accounting](#) (vidéo)

Autorités canadiennes en valeurs mobilières (1<sup>er</sup> août 2019). [Avis 51-358 du personnel des ACVM, Information sur les risques liés au changement climatique](#)

Autorités canadiennes en valeurs mobilières (19 mai 2021). [Les autorités en valeurs mobilières du Canada lanceront bientôt des consultations sur une plus grande diversité à la tête des entreprises](#) (communiqué de presse)

Bibliothèque du Parlement (20 janvier 2021). [Résumé législatif du projet de loi C-15 : Loi concernant la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#)

BlackRock (2021). [Lettre de Larry Fink aux chefs de la direction](#)

Brookfield Asset Management (2020). [Responsibility: Our 2020 ESG report](#)

Capitals Coalition (14 janvier 2021). [Social & human capital protocol](#)

Coalition de grands projets des Premières Nations (2021). [Indigenous Sustainable investment: Discussing Opportunities in ESG](#) (PDF)

- Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015). [Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action](#) (PDF)
- CPA Ontario (2021). [CPAs and the new social contract - The rise of the warrior accountant](#) (PDF)
- Ethics Centre (23 janvier 2018). [Social license to operate - Ethics explainer by the Ethics Centre](#)
- IFRS Foundation (2021). Constitution. [IFRS Foundation Constitution](#) (PDF)
- IFRS Foundation (2021). [IFRS Foundation announces International Sustainability Standards Board, consolidation with CDSB and VRF, and publication of prototype disclosure requirements](#) (communiqué de presse)
- Institut Fasken (20 juillet 2020). [Environmental, social and governance \(ESG\) disclosures by public companies](#) (vidéo)
- KPMG (décembre 2020). [The time has come: The KPMG survey of sustainability reporting 2020](#) (PDF)
- Marsh, A. (9 avril 2021). ['Social washing' a growing headache for ESG investors.](#)  
Bloomberg News
- Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (2019). [Rapport final du Groupe d'experts sur la finance durable - Canada.ca](#)
- Nations Unies. [How your company can advance each of the SDGs](#)
- Nations Unies. [Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage](#)
- Nations Unies. [Les 17 objectifs | Développement durable](#)
- Nations Unies. [The ten principles of the UN Global Compact](#)
- Neilan, P.R. et Fitzpatrick, G. (28 juin 2020). [Time to rethink the S in ESG.](#) Harvard Law School Forum on Corporate Governance
- Organisation internationale de normalisation. [Responsabilité sociétale - Découvrir ISO 26000](#)
- Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies. [ESG Integration: How are social issues influencing investment decisions?](#) (PDF)
- Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD. [A4S essential guide to social and human capital accounting](#) (PDF). accountingforsustainability.org



- Rodeck, D. et Schmidt, J. (26 octobre 2021). [An introduction to impact investing](#). Forbes Advisor
- Schwab, K. et Vanham, P. (2021). [Stakeholder capitalism](#). New Jersey : John Wiley & Sons, Inc.
- Schwab, K. et Vanham, P. (22 janvier 2021). [What is stakeholder capitalism?](#) Forum économique mondial
- Sengupta, S. (12 janvier 2021). [The relevance of the Sustainable Development Goals \(SDGs\) for companies](#). SOCIETY 17 Goals Magazine
- Strandberg, C. [The Social Purpose & Transformational Company](#). Stranberg Consulting
- United Way Social Purpose Institute. [What is a social purpose?](#) (PDF)
- Value Reporting Foundation. [Download SASB Standards - SASB](#)
- Value Reporting Foundation. [International <IR> Framework | Integrated reporting](#)

## 7.1 Ressources de CPA Canada sur cpacanada.ca

- Beal, G. (17 juin 2021). [À capitalisme redéfini, comptabilité repensée](#). *Magazine Pivot*.
- CPA Canada (3 novembre 2016). [CPA Canada s'intéresse à l'avenir de l'information d'entreprise](#)
- CPA Canada (2016). [Programme de développement durable à l'horizon 2030 : un aperçu de la contribution de la profession comptable](#) (rapport)
- CPA Canada (2018). [Incidences sur les entreprises des grands enjeux environnementaux et sociaux - Cette question vous intéresse?](#)
- CPA Canada (2018). [Voir demain : le changement, nécessité inéluctable](#)
- CPA Canada (2020). [Risques et occasions environnementaux et sociaux : Questions que les administrateurs devraient poser](#)
- CPA Canada (2021). [CPA Canada préconise un appui national concerté à l'établissement d'un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité](#). Groupe CNW
- CPA Canada (2021). [Informations à fournir sur les questions environnementales et sociales : guide d'introduction](#)
- CPA Canada (2021). Lignes directrices sur la comptabilité de gestion et étude de cas : [Intégrer les facteurs ESG pour créer de la valeur à long terme : Cinq étapes pour l'élaboration d'une stratégie ESG](#)
- CPA Canada (2021). [Surveillance des questions ESG : cadre à l'intention des administrateurs](#)

CPA Canada. [La durabilité pour l'avenir](#)

CPA Canada. Section canadienne du projet Association pour la comptabilité durable (ACD) du Réseau de leadership des chefs des finances. [Association pour la comptabilité durable \(ACD\) : comptabilisation du capital social et humain](#)

CPA Canada. Section canadienne du projet Association pour la comptabilité durable (ACD) du Réseau de leadership des chefs des finances. [Guide de l'ACD pour la mobilisation du conseil et de la direction : Guide pratique pour aider les équipes des finances à mobiliser le conseil d'administration et la haute direction vers la durabilité](#) (PDF)

Thomas, J. (5 mars 2020). [Une toute nouvelle réalité : les CPA se feront les porte-étendards d'un meilleur capitalisme](#). *Magazine Pivot*

## 7.2 Autres ressources

AICPA et CIMA (2021). [Social inclusion introduction: Putting the S in ESG](#)

BlackRock Institutions (2021). [Sustainable investing: ESG integration](#)

Capitals Coalition. [A global collaboration redefining value to transform decision making](#)

CDP, CDSB, GRI, IIRC et SASB (septembre 2020). [Statement of intent to work together towards comprehensive corporate reporting](#) (PDF)

CDP, CDSB, GRI, IIRC et SASB (18 décembre 2020). [Global sustainability and integrated reporting organisations launch prototype climate-related financial disclosure standard](#) (PDF) (communiqué de presse)

Cision (26 novembre 2020). [Les chefs de la direction des huit plus importants gestionnaires de placements de régimes de retraite canadiens lancent un appel aux entreprises et aux investisseurs à favoriser une croissance économique durable et inclusive](#) (communiqué de presse)

Climate Disclosure Standards Board (juillet 2021). [Corporate reporting on social issues: CDSB position paper](#) (PDF) (livre blanc)

Council for Inclusive Capitalism (8 janvier 2021). [The Council for Inclusive Capitalism announces support of convergence toward common metrics and standards around ESG and SDG-aligned investments](#) (communiqué de presse)

Forum économique mondial (2019). [ESG Ecosystem Map](#)

Forum économique mondial (septembre 2020). [Measuring stakeholder capitalism towards common metrics and consistent reporting of sustainable value creation](#) (PDF) (livre blanc)

Forum économique mondial (19 janvier 2021). [The Global Risks Report 2021](#)

Global Reporting Initiative (2021). [Normes de la GRI en différentes langues](#).  
globalreporting.org

Hollensbe, E., Wookey C., Hickey, L. et George, G. (2014). [Organizations with purpose](#).  
*The Academy of Management Journal*, 57(5), 1227-1234

Principes pour l'investissement responsable. [Human rights and labour standards](#)

Slater, A. et Taylor, M. (18 novembre 2020). [Climate-related financial disclosure in the Canadian financial sector](#)

Strandberg Consulting. (30 juillet 2021). [Do you know the role of your business in society?](#)

Value Reporting Foundation (21 novembre 2020). [SASB Human Capital Bulletin - SASB](#)

Value Reporting Foundation. [Exploring materiality - SASB](#)



**CPA**

COMPTABLES  
PROFESSIONNELS  
AGRÉÉS  
CANADA

277, RUE WELLINGTON OUEST  
TORONTO (ONTARIO) CANADA M5V 3H2  
TÉL. 416 977.3222 TÉLÉC. 416 977.8585  
[WWW.CPACANADA.CA](http://WWW.CPACANADA.CA)